

Europe et souveraineté : quels leviers concrets pour une souveraineté économique partagée à l'échelle européenne ?



Anne-Sophie ALSIF

Associée, Cheffe économique chez BDO

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis le 20 janvier 2025 a rebattu les cartes des alliances avec les pays occidentaux et particulièrement les pays européens. « L'allié de toujours » a remis en cause les relations diplomatiques, militaires et économiques avec les pays du vieux continent les accusant d'exister « pour embêter l'Amérique ». Cette position a été « un cataclysme » pour l'Europe, se reposant depuis la fin de la seconde guerre mondiale sur le géant américain notamment sur les questions de défense. Cet âge d'or est révolu. **Aujourd'hui, l'Europe doit assumer seule les leviers de sa souveraineté et réduire ses dépendances qui l'affaiblissent sur le plan international.**

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump a remis au centre du débat la question de la souveraineté économique, militaire et commerciale en Europe. **Face à la concurrence de la Chine, la menace russe et le protectionnisme américain, par quels moyens l'Union européenne peut-elle mettre en œuvre une véritable souveraineté économique ?**

Cette souveraineté économique a été fortement ébranlée par la guerre commerciale déclarée par Donald Trump. En effet, la hausse des droits de douane a été très importante allant de 10 à plus de 40 pour cent selon les pays. À travers ces annonces, ce sont tous les pays, tous les produits

qui sont touchés. Après une importante réaction à la baisse des marchés financiers, le Président Donald Trump a annoncé un moratoire et a ouvert des négociations avec ses partenaires commerciaux aboutissant à des droits allant de 15% pour l'Union européenne à 47% pour la Chine.

Ces annonces sont regrettables car elles contribuent au ralentissement de la croissance mondiale et de la croissance européenne ; déjà affaiblit ; en s'élevant à 1%. Le taux d'inflation ralentit au niveau mondial pour s'élever à 4,2% en 2025 et 3,5% en 2026. L'inflation ralentit davantage dans les pays développés. **Néanmoins ; les droits de douane pourraient entraîner le retour d'une crise inflationniste.** En effet, le prix des biens importés va augmenter. Les entreprises devront sûrement répercuter les droits de douane sur le prix à destination du consommateur, notamment sur le marché américain.

Les droits de douane touchent particulièrement les pays exportateurs (Japon, Allemagne, Pays-Bas). L'Allemagne après deux années de récession devrait avoir une croissance quasi nulle en 2025.

L'Europe demeure la première puissance commerciale mondiale. Pour connaître le niveau de dépendance du continent européen par rapport à l'extérieur, il est intéressant de regarder la part

La Chine a également massivement investi en Afrique dans les pays ayant des matières premières comme l'Afrique du Sud, l'Angola, le Gabon. Le pays octroie des prêts pour financer des infrastructures et obtient en échange des concessions pour exploiter les matières premières. Ce modèle explique le développement de l'implantation de la Chine en Afrique, au détriment des pays européens. La Chine produit une importante quantité de biens manufacturiers. Avec un taux de croissance à 4% en 2025, le marché intérieur chinois est insuffisant pour pouvoir écouler la totalité des biens produits. De fait, la Chine doit trouver de nouveaux débouchés et de nouveaux marchés. Avec les droits de douane, le marché américain sera plus fermé. Le marché européen représente une opportunité. La Chine mise également à long terme sur les pays de sa région pour écouler ses surplus commerciaux.

De fait, la Chine a mis en place un traité commercial permettant de ne plus avoir de droits de douane avec les pays voisins à l'inverse de la politique américaine. **Le Partenariat économique régional global (Regional Comprehensive Economic Partnership dit « RCEP »), est un projet d'accord de libre-échange entre quinze pays autour de l'océan Pacifique.** C'est l'accord commercial le plus important du monde. Il représente un tiers de la population et 30% du commerce mondial. Les négociations de cet accord ont démarré en 2012. Le projet visait à une réduction des droits de douane et l'harmonisation des normes. L'accord constitue le premier accord de libre-échange entre la Chine, la Corée du Sud et le Japon. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. L'accord permet d'éliminer les barrières sur 91% des biens.

Cet accord permet à la Chine d'avoir accès aux marchés des pays avec très peu de droits de douane. **Ainsi, à long terme, la Chine pourrait substituer les marchés américain ou européen par le marché asiatique.** Cet accord s'inscrit dans la stratégie de la Chine à long terme d'accroître son indépendance par rapport aux marchés occidentaux et de maîtriser entièrement sa souveraineté économique.

L'Europe a fait exactement le choix inverse de la Chine ce qui explique aujourd'hui sa difficulté à assurer sa souveraineté économique. La majorité des pays européens était à 60% dépendent du gaz et pétrole russe ; particulièrement l'Allemagne jusqu'à la guerre en Ukraine. Cette forte dépendance a eu des conséquences économiques majeures. Les pays européens sont moins compétitifs que la Chine ou les États-Unis.



Les entreprises industrielles ont des coûts plus élevés à cause du prix de l'énergie. De fait, les entreprises européennes auront plus de difficultés à absorber une forte hausse des droits de douane par rapport aux entreprises chinoises. Pour mesurer la dépendance industrielle et l'imbrication des chaînes de valeur mondiale, il est intéressant de regarder le nombre d'étapes de production restant à parcourir par les produits issus de leurs usines avant d'atteindre leur consommateur final. **Les pays européens sont plus impactés par les droits de douane car il y a plus d'étapes de production à l'étranger par rapport aux États-Unis et à la Chine.** Ainsi, en Europe, les secteurs les plus touchés par les droits de douane sont la pharmacie, l'aéronautique, l'industrie chimique, la métallurgie, les machines-outils, la mécanique et l'électronique.

Face à cette situation, la Commission européenne a réagi en listant un nombre de secteurs stratégiques afin de restaurer la souveraineté économique du continent. On y trouve l'agroalimentaire, la chimie, la santé, la métallurgie, la défense et l'aérospatial, les transports, l'électronique.

Afin d'accroître sa souveraineté économique, l'Europe peut actionner différents leviers à travers le développement de coalitions des pays européens qui le souhaite sur des sujets stratégiques tels que le financement de l'Europe de la défense ou encore l'intelligence artificielle. L'Europe doit également achever l'union des marchés de capitaux afin d'orienter l'épargne vers les entreprises industrielles européennes ; créer « un livret industrie européen » afin de financer les projets industriels innovants en Europe, mettre en place une planification industrielle sur trente ans ; lutter contre la fragmentation du marché européen et mettre en place des mesures protectionnistes ponctuelles dans certains secteurs afin de faire face à la concurrence internationale déloyale. Ces mesures invitent à esquisser une véritable politique industrielle commune et suppose a minima des accords politique entre les États membres ce qui semble compliqué aujourd'hui. **L'Europe n'aura aucune véritable souveraineté économique pour faire face à la Chine et aux États-Unis tant qu'elle restera divisée. ■**